



Quelles missions pour la Banque centrale de demain dans le cadre de la politique monétaire?

Fiche pratique publié le 09/02/2020, vu 1207 fois, Auteur : [Ibanda Kabaka Paulin](#)

Avec l'évolution technologique qu'on est entrain de connaître, les missions de la banque centrale vont certainement évoluer.

Quelles seront les missions de la Banque centrale du futur en matière de politique monétaire ?

Par Dr Paulin IBANDA KABAKA, Economiste et juriste de formation

Mail : ibandapaulin@yahoo.fr

La banque centrale est l'institution unique qui conçoit et exécute la politique monétaire dans un Etat[1]. Ainsi, elle émet les billets de banque, octroie le crédit à l'Etat et à l'économie, agréée et supervise le secteur bancaire et joue le rôle de prêteur en dernier ressort du système national de paiement. Cette banque centrale participe à la création et à la destruction de la monnaie par ses interventions sur les taux d'intérêt, sur le taux de réescompte ou sur la masse monétaire dans le cadre des mesures quantitatives.

Une banque centrale a pour principales tâches de mener une politique monétaire de nature à assurer la stabilité des prix (inflation faible et stable) et de contribuer à la gestion des fluctuations économiques[2]. Les cadres d'action dans lesquels les banques centrales opèrent ont subi de profondes transformations au cours de ces dernières décennies.

Depuis la fin des années 1980, le ciblage de l'inflation s'est imposé comme le cadre d'action de référence pour la politique monétaire. Un grand nombre de banques centrales, par exemple au Canada, dans la zone euro, au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande, ont adopté un objectif d'inflation explicite. Dernièrement, un grand nombre de pays à faible revenu ont commencé à délaisser le ciblage d'un agrégat monétaire (mesure du volume de monnaie en circulation) au profit d'un système de ciblage de l'inflation.

D'un point de vue opérationnel, les banques centrales mènent leur politique monétaire en ajustant l'offre de monnaie, généralement par le biais d'interventions sur le marché monétaire (opérations d'open market). Par exemple, la banque centrale peut acheter des titres de la dette publique auprès des banques commerciales et accroître ainsi l'offre de monnaie (assouplissement monétaire). Les opérations d'open market ont pour but d'orienter les taux d'intérêt à court terme, ce qui est censé influencer ensuite sur les taux à plus long terme et l'activité économique dans son ensemble.

Dans nombre de pays, en particulier les pays à faible revenu, le mécanisme de transmission par lequel les variations de l'offre de monnaie influent sur les taux d'intérêt n'est pas aussi efficace. Avant de passer du ciblage des agrégats monétaires au ciblage de l'inflation, un pays doit d'abord mettre en place un cadre permettant à la banque centrale d'influer sur les taux d'intérêt à court

terme[3].

Toutes ces missions sont celles d'une banque centrale classique[4].

Cependant avec l'évolution technologique que nous connaissons actuellement, la monnaie virtuelle est arrivée sur le marché monétaire. Il s'agit de « mobile money »[5] ou la « monnaie mobile » qu'on utilise ou transmet à distance sur les téléphones portables. Ainsi, les sociétés de téléphonie mobile deviendront les grandes banques de demain.

Par ailleurs, la naissance et l'évolution des crypto-monnaies vont entrevoir une évolution du rôle des banques centrales.

Dans plusieurs Etats du monde, les billets de banque ne représentent qu'une part infime de leur stock monétaire. Désormais, la monnaie est en majeure partie dématérialisée.

Dans ce contexte, la banque centrale de l'avenir devrait abandonner ses fonctions d'institution d'émission pour évoluer vers un rôle de superviseur des banques commerciales, des institutions financières, des sociétés de télécommunications pratiquant le « mobile money » et des agences de création des crypto-monnaies[6].

L'intelligence des banquiers centraux devrait, en tout état de cause, être tournée vers la recherche des voies et moyens permettant d'encadrer ces monnaies dématérialisées, en principe, non inflationnistes que de s'opposer à leur création ou leur essor. D'ailleurs, l'ubérisation monétaire est un tournant historique que la société actuelle est entrain de connaître; mais vouloir s'y opposer serait un combat d'arrière-garde.

Dans cette foulée, la banque centrale européenne par la bouche de sa présidente, Madame Christine LAGARDE, vient d'affirmer qu'elle va accompagner la création et l'évolution de ces monnaies dématérialisées[7].

[1] Lire à ce propos PLIHON D., *La monnaie et ses mécanismes*, Paris, Ed. Repères, 2017.

[2] Idem, p.42.

[3] BRAQUET L. et MOUREY D., *Economie monétaire et financière*, Bruxelles, Ed. De Boeck, 2018, p.19.

[4] FLOUZAT D., *Les stratégies monétaires*, Coll. « Que sais-je ? », Paris, PUF, 2003, p. 34.

[5] « Le développement du *Mobile Money* déployé par les opérateurs de téléphonie mobile (GSM) a été si fulgurant en Afrique que certains observateurs prédisent déjà le déclin des banques traditionnelles. Pourtant aux incessantes incursions des GSM, le système bancaire a réagi en déployant des solutions de Mobile Banking. En raison de relations d'interdépendance, les deux parties privilégient jusque-là la dynamique du partenariat. Mais une rupture de ban, pouvant bouleverser les deux industries, est en vue avec l'annonce de la création de banque par un opérateur GSM. », in YALLOU S., *Enjeux et affrontements autour du mobile money en Afrique*,

Infoguerre, septembre 2018. Disponible sur <https://infoguerre.fr/2018/09/enjeux-affrontements-autour-mobile-money-afrique/> . [Consulté le 22 décembre 2019].

[6]Mercredi 4 décembre 2019, François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, a annoncé l'expérimentation, dès 2020, d'une Monnaie Digitale de Banque Centrale (MDBC). Disponible sur <https://www.cafedelabourse.com/crypto-monnaie-banque-de-france>. [Consulté le 12 janvier 2020].

[7] Présentant les cryptomonnaies comme une technologie financière intéressante mais risquée il y a de ça quelques mois, la BCE semble réaliser le potentiel caché de ce secteur. Après s'être alignée sur la position des banques centrales concernant les risques entraînés par les stablecoins, et notamment le Libra, Christine Lagarde a finalement remanié sa stratégie pour inclure les cryptomonnaies dans l'échiquier financier international, et ce, à travers l'envie d'une réglementation transparente. L'ancienne avocate et femme politique a régulièrement montré son soutien aux nouvelles technologies financières et notamment aux cryptomonnaies. Maintenant qu'elle est à la tête de la Banque Centrale Européenne, elle semble vouloir réglementer les cryptomonnaies. Disponible sur <https://cryptoactu.com/christine-lagarde-cryptomonnaies/>. [Consulté le 15 janvier 2020].